



CHAPITRE 103

Loi constituant en corporation l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur

[Sanctionnée le 6 juillet 1962]

CHAPTER 103

An Act to incorporate Our Lady of the Sacred Heart Normal School

[Assented to 6th July 1962]

Préambule.

ATTENDU que Dame Alice Pouliot, en religion Révérende Mère Saint-Romuald, demeurant dans la cité de Sherbrooke, supérieure provinciale de la province du Canada de la Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus, a, par sa pétition, représenté :

Qu'il existe en la cité de Sherbrooke une institution connue sous le nom de École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur où les jeunes filles reçoivent l'enseignement qui leur permet d'obtenir des diplômes ou des brevets d'institutrices;

Que cette institution est dirigée par des membres de la Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus;

Que cette institution s'est beaucoup développée depuis sa fondation;

Qu'il conviendrait qu'une corporation soit constituée et dotée des pouvoirs appropriés pour posséder et diriger cette institution;

Que Son Excellence Monseigneur Georges Cabana, archevêque de Sherbrooke, a donné son assentiment à ladite pétition;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

WHEREAS Dame Alice Pouliot, in religion Reverend Mother Saint-Romuald, residing in the city of Sherbrooke, superior provincial of the Canadian province of the Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus, has, by her petition, represented :

That there is in the city of Sherbrooke an institution known as École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, where young girls are given instruction to qualify them for teachers' diplomas or certificates;

That such institution is managed by members of the Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus;

That such institution has progressed greatly since its foundation;

That it would be expedient that a corporation be constituted with suitable powers to possess and manage such institution;

That His Excellency Monsignor Georges Cabana, archbishop of Sherbrooke, has approved the said petition;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

Interprétation :

1. Dans la présente loi,

1. In this act,

Interprétation :

"corpo-
ration"; a) la "corporation" signifie la corpora-
tion constituée par la présente loi;

"commu-
nauté"; b) la "communauté" signifie Les Filles
de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus;

"École
normale"; c) l'"École normale" signifie l'École nor-
male Notre-Dame-du-Sacré-Cœur men-
tionnée dans le préambule de la présente
loi;

"visi-
teur"; d) le "visiteur" signifie la religieuse
exerçant à l'occasion la fonction de supé-
rieure provinciale de la province de
"Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur-
de-Jésus", dont fait partie l'École nor-
male ou toute religieuse de la communauté
qu'elle désigne à l'occasion comme visi-
teur et qu'elle peut révoquer à volonté;

"évêque". e) l'"évêque" signifie tout clerc exer-
çant à l'occasion la fonction d'évêque
catholique romain du diocèse où se trouve
situé le siège social de la corporation.

Constitu-
tion. 2. Une corporation est constituée par
la présente loi sous le nom de "École nor-
male Notre-Dame-du-Sacré-Cœur," en
français, et de "Our Lady of the Sacred
Heart Normal School", en anglais.

Siège
social. 3. Le siège social de la corporation est
situé en la cité de Sherbrooke.

Membre. 4. La corporation a comme membre
la religieuse de la communauté nommée
à l'occasion supérieure de l'École normale
par le visiteur, lequel a le droit de la ré-
voquer à volonté.

Absence,
etc. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir
de telle supérieure, la religieuse nommée à
l'occasion assistante-supérieure de l'École
normale par le visiteur, agit comme mem-
bre de la corporation.

Carence
de mem-
bre. La corporation subsiste malgré la ca-
rence de membre.

Fins. 5. Les fins de la corporation sont
l'éducation et l'instruction des jeunes
filles.

Pouvoirs. 6. La corporation a les pouvoirs, droits
et privilèges des corporations ordinaires
et elle peut spécialement

a) avoir un sceau et le modifier à
volonté;

b) ester en justice;

a. "corporation" means the corporation "corpora-
tion"; incorporated by this act;

b. "community" means Les Filles de la "commu-
Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus; nity";

c. "normal school" means l'École nor- "normal
male Notre-Dame-du-Sacré-Cœur men- school";
tioned in the preamble to this act;

d. "visitor" means the nun for the "visi-
time being acting as superior provincial tor";
of the province of Les Filles de la Charité
du Sacré-Cœur-de-Jésus, of which the
normal school forms part, or any nun of
the community appointed by her at any
time as visitor, whom she may dismiss
at will;

e. "bishop" means any clergyman for "bishop".
the time being acting as Roman Catholic
bishop of the diocese where the corporate
seat of the corporation is situated.

2. A corporation is created by this Incorpora-
act under the name of "École normale tion.
Notre-Dame-du-Sacré-Cœur" in French,
and "Our Lady of the Sacred Heart
Normal School" in English.

3. The corporate seat of the corpora- Corporate
tion shall be in the city of Sherbrooke. seat.

4. The nun of the community for the Member.
time being appointed superior of the
normal school by the visitor, who shall
have power to dismiss such nun at will,
shall be the member of the corporation.

In the absence or inability to act of Absence,
such superior, the nun for the time being etc.
appointed assistant-superior of the normal
school by the visitor shall act as the mem-
ber of the corporation.

The corporation shall subsist notwith- If no
standing that it may have no member. member.

5. The objects of the corporation shall Objects.
be the education and instruction of young
girls.

6. The corporation shall have the Powers.
powers, rights and privileges of ordinary
corporations and may especially

a. have a seal and alter it at will;

b. appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'enseignement ou d'éducation, résidences de religieuses, maisons de repos, chapelles, centres récréatifs, bibliothèques, salles publiques, terrains de jeux;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

f) émettre, endosser, accepter et escompter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

g) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

h) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

i) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

j) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute autre loi;

k) placer ses fonds de toute manière qu'elle juge appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

l) accepter tout don, legs, octroi, subvention ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer, louer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser, sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance, toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, la réparation, l'aménagement, l'amé-

c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage instructional or educational houses, residences for nuns, rest homes, chapels, recreational centres, libraries, public halls, playgrounds;

e. bind itself and bind others towards it in any legal manner;

f. issue, endorse, accept and discount promissory notes, bills of exchange, orders for payment and other negotiable instruments;

g. borrow money on its credit by any method recognized by the law;

h. hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

i. issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

j. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any other act;

k. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

l. accept any gift, legacy, grant, subsidy or other liberality;

m. acquire, possess, administer lease and alienate any moveable or immovable property, by all legal methods and under any title;

n. erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize, on its immovables or on those of which it has the enjoyment, any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, and contribute to or aid in any manner in the erection, repair, equipment, improvement or alter-

lioration et la transformation de tels ouvrages et constructions;

o) pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction, la subsistance et l'entretien des personnes à son service et de celles qu'elle reçoit dans ses établissements;

p) vendre, céder, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres, gratuitement ou pour toute considération qu'elle juge appropriée;

q) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent;

r) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

s) accomplir toutes les autres choses qui sont propres ou se rattachent à la poursuite de ses fins ou à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeu-
bles non
utilisés.

7. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règle-
ments.

8. La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les pouvoirs et les devoirs de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la constitution et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires, qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;

d) la constitution et la régie d'un conseil de consultants, dont le consentement préalable peut être requis pour l'accomplissement de certains actes;

e) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

f) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

Approba-
tion.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

ation of such works and buildings;

o. provide for the education, training, instruction, sustenance and support of persons in its service and of those admitted to its establishments;

p. sell, assign, exchange or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works, gratuitously or for any consideration deemed sufficient;

q. make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

r. associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

s. do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

7. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

8. The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

a. its internal management;

b. the appointment, functions, powers and duties of its officers, agents and servants;

c. the constitution and management of executive committees, special committees, boards, or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or any of its powers;

d. the constitution and management of a council of advisers, whose previous consent may be required for the performance of certain acts;

e. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

f. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws shall come into force upon approval by the visitor of the corporation.

Fonda- tions.	9. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur et de l'évêque, accepter des fondations pour fins religieuses, charitables ou éducationnelles et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et représentant fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.	9. The corporation, when authorized by its visitor and the bishop, may accept endowments for religious, charitable or educational purposes and consequently receive, as legal depository and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the founder, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.	Endow- ments.
Patri- moine distinct.	Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chaque tel patrimoine, peut exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte qui doit en indiquer la consistance.	The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof.	Distinct patrimony.
Contrôle.	Les droits de contrôle reconnus au visiteur et à l'évêque par l'article 15 s'appliquent à tout acte posé par la corporation en exécution des pouvoirs résultant du présent article.	The rights of control vested in the visitor and the bishop by section 15 shall apply to all acts done by the corporation in the exercise of the powers resulting from this section.	Control.
Autorisa- tion spé- ciale.	10. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants: a) acquérir ou aliéner des immeubles; b) faire de nouvelles constructions; c) établir, acquérir, aliéner ou abandonner une œuvre ou entreprise; d) les pouvoirs énoncés aux paragraphes <i>h, i, j, k, p, q</i> et <i>r</i> de l'article 6.	10. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise, in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers: a. to acquire or alienate immoveables; b. to erect new constructions; c. to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking; d. the powers enumerated in paragraphs <i>h, i, j, k, p, q</i> and <i>r</i> of section 6.	Special authori- zation.
Change- ment de siège so- cial.	11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.	11. The corporation, when authorized to do so by its visitor, may change the place of its corporate seat, which must nevertheless remain in the province.	Change of corporate seat.
Change- ment de nom.	Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.	It may, with the same authorization and subject to ratification by the Lieutenant-Governor in Council, alter its corporate name.	Change of name.
Avis.	Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	Notice shall be given to the Provincial Secretary of all such changes or alterations, and such notice shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Notice.
Fonds d'amor- tissement.	12. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émis-	12. The corporation must provide a sinking-fund for any issue of bonds or	Sinking- fund.

sion de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par échéances annuelles.

Certificat. Tous bons et obligations de la corporation, pour la lier, doivent comporter un certificat muni du sceau du diocèse où se trouve son siège social et signé par l'évêque ou par un délégué de ce dernier, attestant que leur émission a été dûment autorisée par les autorités requises et qu'elle est à toutes fins régulière; tout tel bon ou obligation comportant un tel certificat est incontestable pour quelque cause que ce soit. L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat.

Copie d'acte de fiducie. La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti. Tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

Déclaration. **13.** La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure du district où se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

Registres. **14.** La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les noms, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;
- d) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 9;
- e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués

debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Such bonds and debentures, to be binding on the corporation, must bear a certificate under the seal of the diocese in which its corporate seat is situated and signed by the bishop or his delegate, attesting that the issue thereof has been duly authorized by the required authorities and is in every way regular; every such bond or debenture bearing such certificate shall be incontestable for any cause whatsoever. The bishop and his delegate shall not incur any responsibility for the contents of such certificate.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party. Any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

13. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration, containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

14. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member and of every visitor of the corporation, indicating, as regards each, the date of admission or entry into office and the date of ceasing to be a member or to hold office;
- d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 9;
- e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the

et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire;

f) tous autres renseignements exigés par ses règlements.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits munis du sceau de la corporation et certifiés par le membre ou le secrétaire de la corporation.

Extraits.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

Pouvoirs du visiteur.

15. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles œuvres et entreprises, et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

Évêque.

Pour tout ce qui concerne les fondations de la corporation, l'évêque jouit aussi des droits et pouvoirs reconnus au visiteur par le présent article.

Force probante du certificat.

16. Un certificat du chancelier du diocèse de Sherbrooke ou de tout diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation constitue pour toutes fins la preuve *prima facie* qu'une personne occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Dissolution.

17. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation autorisée par son visiteur et par l'évêque, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à son visiteur.

Entrée en vigueur.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee;

f. any other information required by its by-laws.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by the member or the secretary of the corporation.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

15. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy herself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. She may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever she deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue doing anything which she deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

In all matters respecting the endowments of the corporation, the bishop shall also enjoy the rights and powers conferred by this section on the visitor.

16. A certificate of the chancellor of the diocese of Sherbrooke or of any diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation shall constitute *prima facie* proof for all purposes that a person holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

17. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by its visitor and the bishop, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to the visitor thereof.

18. This act shall come into force on the day of its sanction.